

Organes et instruments de la Concertation sociale : Enjeux contemporains

La loi du 29 septembre 1948 portant l'organisation de l'économie La loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives et les commissions paritaires

Colloque

Louvain-la-Neuve - le 30 novembre 2018

L'actualité révèle tous les jours l'importance de la concertation sociale : des procédures d'information et consultation des travailleurs jusqu'à la négociation de conventions collectives, de la vie concrète au sein des entreprises jusqu'aux implications macroéconomiques des conventions collectives interprofessionnelles.

Deux anniversaires nous donnent l'opportunité de revisiter des outils sociologiques, économiques et surtout juridiques que l'on croit connaître en « Human resources » et/ou en « négociation collective ».

Toutefois, le cadre offert par la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (instauration du Conseil central de l'Economie, des Conseils d'entreprises) et par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires se révèle singulièrement flexible.

Ainsi a-t-il accueilli en son sein bien des transformations issues des nouvelles formes économiques aujourd'hui à l'œuvre. Les enjeux contemporains de la concertation sociale sont notamment à saisir au cœur de notions que l'on croit connaître mais qui ont pris, sous le poids des faits, un tour nouveau....

Ainsi revisiterons-nous tour à tour le temps de la négociation, ses espaces et ses acteurs avant d'aborder une série de questions choisies, particulièrement brûlantes.

Programme

Perspectives théoriques, sous la présidence de Madame Mariella Foret, Présidente de l'AJPDS

8h45 **Accueil des participants**

9h-9h15 **Mot d'accueil par Madame Mariella Foret**

9h15-10h45 **Le Temps**

La genèse d'un système de relations (inter) professionnelles multi-niveaux au lendemain de la II guerre mondiale - du Projet d'accord de solidarité nationale à aujourd'hui par Monsieur **Paul Windey**, Président du Conseil

National du Travail et Monsieur **Luc Denayer**, Secrétaire du Conseil Central de l'Economie

Discutant: Monsieur **Dirk Luyten**, Archives de l'Etat/Cegesoma

10h45-11h **Pause-café**

11h-12h

Espaces de négociation

-Les Commissions paritaires et les Conventions Collectives : L'articulation des territoires et des marchés du travail par Monsieur **Pierre Paul Van Gehuchten**, Professeur à l'UCLouvain et l'USLB.

-Vers une Réforme du paysage des commissions paritaires ? par Monsieur **Guy Cox**, Directeur général honoraire, SPF Emploi
Discutant : Monsieur **François Pichault**, Professeur à l'ULiège

12h-12h40

Acteurs et représentativité par Monsieur **Filip Dorssemont**, Professeur à l'UCLouvain

Discutant : Monsieur **Patrick Humblet**, Professeur à l'Université de Gand

12h40

Questions - débat

13h-14h

Lunch

Perspectives de terrain, sous la présidence de Monsieur Marco Rocca, CNRS-Université de Strasbourg, ULiège

14h-15h20

Autour de la Loi du 5 Décembre 1968 sur les conventions collectives et les commissions paritaires

-Licenciement collectif, régime de chômage avec complément d'entreprise et préavis réduit: droit ou obligation pour le travailleur âgé ? par Monsieur **Loïc Peltzer**, avocat et Monsieur **Emmanuel Plasschaert**, avocat

-La CCT incorporée dans le contrat par Monsieur **Jean-Philippe Cordier**, avocat

-Négociation et représentativité par Monsieur **Gilbert Demez**, avocat

-Hiérarchie et force obligatoire par Monsieur **Pierre Joassart**, avocat

15h20-15h40 Pause-café

15h40-17h20 **Autour de la loi du 20 septembre 1948**

-Où ? L'Entreprise et établissement des seuils de 50 à 100 par Monsieur **De Gols**, Directeur général honoraire, SPF Emploi

-Qui? Le titulaire l'obligation d'informer par Madame **Sophie Remouchamps**, avocate

-Quoi ? De l'information/consultation à la médiation et la conciliation par Madame **Sophie Du Bled**, conciliatrice sociale, SPF Emploi et Monsieur **Serge Wynsdau**, Président du Tribunal du Travail du Brabant wallon

17h20-17h30 Conclusions

Ce colloque est organisé sous la direction scientifique de Filip Dorssemont, Pierre-Paul Van Gehuchten, Laurent Dear et Jean-Philippe Cordier

Informations pratiques

Date et heure

30 novembre 2018 de 9h à 17h30

Adresse

UCL - Faculté de Droit et de criminologie – Auditoire Montesquieu 04, Place Montesquieu à 1348 Louvain-la-Neuve

Accès

Autoroute E411, sortie n°8a, Louvain-la-Neuve
Parkings Grand Place ou Grand Rue

Inscription

En ligne www.uclouvain.be/crides

*En validant le formulaire d'inscription, le participant s'engage à effectuer le paiement des droits d'inscription. Le paiement s'effectue après réception de notre facture.

*Tout participant empêché peut se faire remplacer par la personne de son choix. Toute annulation doit être communiquée par email au plus tard trois jours ouvrables avant le colloque. Passé ce délai, le droit d'inscription reste dû.

*Votre adresse mail est reprise dans nos bases de données. Ces dernières sont utilisées pour annoncer nos activités et organiser nos colloques et journées d'études. Conformément au Règlement général sur la protection des données personnelles, vous pouvez avoir accès à ces données et, le cas échéant, les faire rectifier ou supprimer.

Droits d'inscription

195 euros comprenant la documentation, la publication des actes dans les Etudes pratiques de droit social (Kluwer, 2019) le déjeuner et les pause-café

Pour les membres de l'AJPDS : 170 euros

Gratuit pour les étudiants, les chercheurs et les doctorants

Accréditations

OBFG : 6 points

Demande de prise en charge introduite auprès de l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) pour les magistrats et les stagiaires judiciaires

Contact

catherine.vanderlinden@uclouvain.be _ tel +32 (0)10 47 47 58